



REPORTAGE



75^e anniversaire fondation de la Chine

Chao Weidong réitère l'amitié entre la Chine et le Togo

Le 1er octobre 1949 sur la place Tian'anmen de Beijing, Mao Zedong a proclamé la fondation de la République populaire de Chine. Cette année 2024, marquant le 75^e anniversaire, l'historique événement a été célébré par anticipation au Togo, ...

PAGE 11

ACTUALITÉ



La Madone/Affaire de viol

Les faits dans leur contexte

Une affaire d'agression sexuelle sur une élève de l'établissement scolaire La Madone, défraie toute la chronique depuis septembre 2024. Contrairement aux allégations incriminant un majeur du corps enseignant dans cette affaire et jetant du discrédit sur cette réputée école, les faits sont tout autre.

PAGE 8

CULTURE

FESTIMUZ 2024-2025

Charl'Ozzo offre un spectacle riche en sonorités aux festivaliers

Faire de la musique une vitrine des valeurs endogènes, tel est le credo de Charl'Ozzo, qui colore de nuances traditionnelles, ...

PAGE 9

Togo-Banque mondiale

Un nouvel engagement en faveur de l'efficacité et la célérité dans la gestion des projets

D'un coût global de 900 milliards FCFA, fruit de l'établissement d'un nouveau cadre de partenariat, le Togo et la Banque mondiale ont effectué la revue conjointe du portefeuille des projets financés. Au cœur des échanges, une nouvelle donne en matière de gouvernance des projets. Cette rencontre entre le Togo et l'institution de Bretton Woods, s'est déroulée, ce jeudi 26 septembre à Lomé.



PAGE 5



Parlement de la Cédéao à Lomé

Mémounatou Ibrahima exprime la gratitude de son institution

Le jeudi 26 septembre 2024, le président de l'Assemblée nationale Kodjo Adédzé a accordé une audience à la délégation du Parlement de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), conduite par sa présidente, la Togolaise Ibrahima Mémounatou. Les représentants des peuples de la Cédéao ...

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Port autonome de Lomé : une plateforme digitale pour des formalités opérationnelles

Le Port de Lomé franchit un nouveau cap dans son processus de dématérialisation intégrale. La plateforme digitale destinée à la totale dématérialisation de toutes les formalités est opérationnelle depuis le 25 septembre, selon l'administration portuaire.

De façon concrète, toutes les formalités relatives à la délivrance des documents de commerce international, notamment pour l'enlèvement et le suivi des marchandises, pourront désormais se faire sur la plateforme dédiée. L'ambition, affirmée depuis le lancement du projet de digitalisation totale, est d'offrir plus de célérité et de transparence dans les opérations, améliorant de fait les performances et la compétitivité de l'infrastructure.

Depuis 2020, plusieurs formalités clés ont été digitalisées, permettant au Port de Lomé de booster ses statistiques en termes de manutention et de transbordement, et de confirmer son statut parmi les meilleurs ports du monde.

19^e vague des volontaires nationaux

« C'est vous qui êtes le reflet de la confiance que le chef de l'État fait aux jeunes », ministre Assih Mazamesso

Appuyant les communautés à la base en matière de santé, d'éducation et de développement communautaire..., 178 nouveaux volontaires nationaux ont dit unanimement oui "Je le jure". Par une formule bien élaborée, reprise en chœur par les volontaires, ils ont ainsi prêté serment, ce vendredi 27 ...



PAGE 12

	SOMMAIRE	<p>Cameroun/ Présidentielle Un nouveau candidat élu pour défier Paul Biya à la prochaine présidentielle</p>  <p>P 4</p>	<p>Togo Sur les voies d'un développement pluri sectoriel</p>  <p>P 6&7</p>	<p>Togocom Un engagement fort dans l'éducation des jeunes à travers le jeu Miayi School</p>  <p>P 11</p>
---	----------	---	---	--

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

« Le crédit AJSEF du FNFI m'a permis d'exercer mon métier de pâtissière » Mawoussi Zomayi, bénéficiaire FNFI

Dans ce nouveau numéro de votre rubrique "Echos des bénéficiaires des produits FNFI", Togo Matin vous conduit à Kara, dans la préfecture de la Kozah pour partager avec vous les témoignages de Madame Mawoussi Zomayi, la quarantaine qui a obtenu le crédit AJSEF auprès de PROMOFINANCE, une institution de Microfinance partenaire du FNFI. Grâce à ce crédit, notre interlocutrice, passionnée de boulangerie et de pâtisserie s'est lancée dans la fabrication et la commercialisation de pain de soja, pain de sorgho et pain de blé...



Mawoussi Zomayi

Nous sommes à Kara, ici, des milliers de personnes ont contracté des microcrédits FNFI pour le démarrage ou la consolidation de leurs activités génératrices de

revenus. Au nombre de celles-ci, Mawoussi Zomayi, la quarantaine révolue n'a pas voulu se dérober de la chaîne de l'inclusion financière. Après sa formation

diplômante en pâtisserie et fabrication de pains, notre interlocutrice a servi pendant quelques années auprès d'une boulangerie de la ville. Mais progressivement, elle se rendit compte que travailler pour quelqu'un d'autre ne pouvait pas lui permettre de pouvoir acquérir l'autonomie qu'elle souhaite. Elle souhaite alors voler de ses propres ailes, et pour cela il fallait un petit repère financier pour gagner le pari de son devenir.

"J'ai quelques fois participé à des séances d'information et de sensibilisation qu'organise PROMOFINANCE, une institution de microfinance partenaire du FNFI dans la Kozah. C'est donc au cours d'une de ces rencontres qu'il a été présenté le produit Accès des Jeunes aux Services Financiers. Après avoir participé à cette séance d'information, je me suis dit que c'était l'opportunité que j'attendais pour pouvoir démarrer une activité génératrice de revenus. Je me suis alors pliée aux exigences de l'institution de microfinance, exigences tout particulièrement flexibles, constitution du groupe solidaire, formation en techniques de création et de gestion de microentreprises..." Justement pour permettre

à tous ceux qui en font la demande d'avoir accès au microcrédit, le FNFI à travers ses 26 Prestataires de Services Financiers a simplifié le processus d'obtention du crédit, histoire d'encourager et d'inciter les populations potentielles bénéficiaires à obtenir un coup de pouce financier.

« Après toutes les étapes nécessaires pré-crédit, j'ai obtenu une première tranche de crédit de 300.000FCFA qui m'a permis de pouvoir démarrer mon activité. Etant donné que je suis pâtissière de formation, le crédit m'a permis rapidement d'acquérir quelques kits d'outillage et je me suis lancée dans la fabrication et la commercialisation de pain de soja, pain de sorgho et pain de blé. Démarrer mon activité n'a pas du tout été facile pour moi car j'avais déjà la pratique du métier pour avoir aidé déjà dans le passé plusieurs personnes qui s'étaient installées avant moi dans la production de pains. Sauf que quand moi je me suis mise à mon activité, j'y ai ajoutée une touche particulière. Mes pains n'ont pas une forme standard comme on le constate assez souvent. Vous voyez vous-même que je donne à ma production des formes assez

particulières, notamment des pains en forme de crocodile, en forme de tortue, ...une valeur ajoutée qui attire à mon avis davantage d'acheteurs. Tout ceci est très bon pour moi, car cela me permet de dégager assez de revenus qui me permet de rembourser à temps mon crédit et de pouvoir faire des épargnes conséquentes. J'avoue que le crédit AJSEF du FNFI m'a donné une forte capacité de croire en moi, de croire en mes potentialités de pouvoir créer de la richesse. Aujourd'hui, mon activité m'a permis de créer un emploi direct et je contribue à ma façon également à la réduction de la pauvreté et à la lutte contre le chômage. Je pense que c'est de cette façon seulement, quand chacun pourra faire sa part dans cette chaîne de continuum de développement que nous pourrions dire fièrement que notre pays est engagé sur la voie du développement et du progrès ».

En somme, au regard des différents témoignages des bénéficiaires des produits FNFI et surtout de l'impact des produits sur leur quotidien, on peut affirmer sans risque de se tromper que le FNFI est un puissant instrument de lutte contre la pauvreté.

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodlakina
Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari
Responsable web :
Carlos Amevor
Comité de rédaction :
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima
Edem Dadzie
Attipoe Edem Kodjo
Edy Alley

Responsable administrative, financière
et commerciale:
AMAH Essognim

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

Parlement de la Cédéao à Lomé

Mémounatou Ibrahima exprime la gratitude de son institution

Le jeudi 26 septembre 2024, le président de l'Assemblée nationale Kodjo Adédzé a accordé une audience à la délégation du Parlement de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), conduite par sa présidente, la Togolaise Ibrahima Mémounatou. Les représentants des peuples de la Cédéao séjournent à Lomé dans le cadre de la 3ème session extraordinaire de l'année 2024 de l'institution parlementaire communautaire.



Kodjo Adédzé (à droite) et Mémounatou Ibrahima

Au cours de cette rencontre, Mémounatou Ibrahima a exprimé, au nom du Parlement de la Cédéao, sa profonde gratitude au Togo pour l'excellente organisation de ces assises. Elle a salué les facilités mises à leur disposition par l'Assemblée nationale togolaise et a profité de l'occasion pour adresser ses vifs remerciements au président de l'Assemblée nationale pour son soutien remarquable dans la tenue de cette session.

La présidente du Parlement de la Cédéao a également tenu à rendre un hommage appuyé au président de la République togolaise Faure Gnassingbé, pour son engagement constant en faveur de la paix dans la sous-région ouest-africaine. « La 6ème législature du Parlement de la Cédéao tient sa 3ème session extraordinaire de l'année 2024 ici à Lomé, et en marge des travaux, nous avons rendu visite à son Excellence monsieur le président de l'Assemblée nationale, à qui nous avons transmis nos remerciements pour les facilités dont nous avons bénéficié et dont nous continuons à bénéficier. Nous avons également transmis au président de l'Assemblée nationale les admirations du Parlement de la Cédéao à l'endroit de son Excellence monsieur Faure Essozimna Gnassingbé pour sa diplomatie efficace et discrète dans la sous-région », a déclaré Mémounatou Ibrahima.

« Nous l'avons remercié pour ce qu'il fait pour maintenir et promouvoir la paix dans la sous-région. C'était l'occasion pour nous d'inviter solennellement le président de l'Assemblée nationale à la rencontre des autres présidents des Assemblées nationales lors de notre prochaine session à Abuja », a indiqué la présidente du Parlement de la Cédéao.

Cette rencontre renforce davantage la coopération entre les deux institutions parlementaires, consolidant ainsi les liens entre le Togo et le Parlement de la Cédéao dans la promotion de la paix et de la stabilité régionale. Les travaux de la 3ème session extraordinaire de l'année 2024 du Parlement de la Cédéao se poursuivent jusqu'au 4 octobre 2024 au siège de la Banque d'investissement et de développement de la Cédéao (BIDC) à Lomé.

E. Dadzie

Secteur de la santé

Le professeur Tchou Darre veut suivre ses agents à la loupe

Le nouveau ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, le professeur Tchou Darre, veut suivre les employés de son département ministériel à la loupe. Il exige des comptes rendus réguliers afin de permettre à ses services d'agir rapidement.

Le professeur Tchou Darre s'étonne qu'il se passe des choses graves dans les hôpitaux, et que malheureusement, la hiérarchie ne soit pas informée dans les meilleurs délais. Les plaintes des populations à propos des agents de santé ne sont pas nouvelles. Outre le mauvais accueil, le manque de professionnalisme, il y a le fait que beaucoup de soignants n'ont aucun respect pour la vie humaine.

D'ailleurs, le Syndicat national des praticiens hospitaliers du

pouvoir agir.

« Afin d'éviter les retards dans les réponses nécessaires à apporter aux problèmes causés par de tels événements et de réduire leurs conséquences négatives sur la population et le fonctionnement du service public, je viens par la présente note de service rappeler à tous, l'obligation de compte rendu à temps », a écrit le professeur Tchou Darre dans une note adressée aux directeurs centraux, directeurs régionaux de la santé, directeurs préfectoraux de la santé, directeurs des Centres hospitaliers universitaires (CHU), Centres hospitaliers régionaux (CHR), Centres hospitaliers

leur faire ce rappel ? Sont-ils complices des faits dont il est question ? Protègent-ils des personnes, des intérêts ?

Quoi qu'il en soit, travailler dans le secteur de la santé est un véritable sacerdoce. Une personne qui s'est engagée à sauver des vies, et qui se retrouve à faire autre chose a perdu sa vocation ; ou pire, n'en a jamais eu. Il vaut mieux pour elle d'aller se chercher ailleurs. Même ceux qui travaillent sur des machines ont un minimum d'égard pour elles. Il est vrai que souvent, les agents de la santé se plaignent des moyens insuffisants et réclament l'augmentation de leurs salaires et de primes.

Mais, franchement, lorsque l'on place la vie humaine et l'argent et le matériel dans une balance, qu'est-ce qui doit primer ? Est-on devenu aussi inhumain au 21ème siècle en faisant passer l'argent et le matériel avant la vie humaine ? Par ailleurs, il y a eu au fil du temps des améliorations... Même si le rythme est parfois lent, les autorités togolaises travaillent à améliorer la capacité d'accueil des hôpitaux...



Togo (Synphot) avait reconnu les dérives courantes dans le milieu, et qui entraînaient parfois des pertes en vies humaines. L'organisation dirigée par le Dr Gilbert Tsolenyanu avait alors décidé d'agir pour changer les comportements. Mais, il semble que le problème persiste. Le ministre Darre veut non seulement être mis au courant, mais aussi,

préfectoraux (CHP) et aux chefs de programmes.

En effet, s'il se passe des choses inacceptables dans les formations sanitaires, il revient aux premiers responsables de ces centres de santé d'alerter l'autorité compétente dans les meilleurs délais. Mais, qu'est-ce qui explique que ces derniers n'agissent pas vite et que le ministre soit obligé de

L'amélioration des conditions de travail et de vie des agents de santé, et l'équipement des centres de santé évoluent à un rythme plus ou moins acceptable. Tous les Togolais veulent voir les autorités faire davantage pour faire de l'hôpital un lieu où l'on donne la vie et non la mort. Mais, la part des ressources humaines est importante et incontournable.

Edem Dadzie

Racket des FDS

Le général de brigade Dimini Allahare menace de punir

Dans une note de service rendue publique le 25 septembre 2024, le général de brigade Dimini Allahare, Chef d'état-major général (CEMG) des Forces armées togolaises (FAT) met en garde ses éléments à propos de certains comportements.

Le CEMG affirme avoir constaté que malgré les efforts de sensibilisations renouvelés à maintes reprises par la hiérarchie, le personnel des Forces de défense et de sécurité (DDS) continue par extorquer des fonds aux paisibles populations sous forme de racket systématique, souvent à des checkpoints, postes de sécurité et postes frontaliers.

Comme le constate le CEMG, le phénomène est érigé en règle sur les routes. Le racket est devenu le mot de passe entre

plusieurs usagers et des corps habillés. De plus en plus, ceux-ci ne demandent plus. Dès qu'une personne viole le Code de la route, elle s'empresse elle-même de glisser une somme d'argent au corps habillé qui s'occupe de la sécurité routière afin d'échapper aux sanctions prévues.

Cette façon de procéder est vantée dans la société togolaise d'aujourd'hui, notamment celle de Lomé. « Si l'on t'attrape, glisse quelque chose et l'on te laissera partir », dit-on souvent. Sur les routes, la surcharge, le manque de visite technique, le manque d'entretien des véhicules, le manque de changement des pièces usées etc... sont tolérés contre quelques pièces

d'argent. Que des vies soient en danger, cela n'intéresse pas ces agents. L'essentiel pour eux est de repartir avec les poches pleines.

Selon le CEMG, ces genres de comportements déshonorent les FDS et mettent en péril l'indispensable cohésion armée-nation, gage de l'efficacité de la lutte contre le terrorisme. « Tout en rappelant que l'extorsion de fonds est punie par la loi et par le règlement de discipline générale, le chef d'Etat-major des forces armées togolaises met en garde les militaires qui se rendent coupables de racket, qu'ils seront sévèrement punis conformément au règlement de discipline générale et au



Le général de brigade Dimini Allahare

Code de justice militaire », a écrit le général de brigade Dimini Allahare.

Le CEMG demande aux chefs d'Etat-major d'armées, au directeur général de la

gendarmerie nationale, aux chefs de formations militaires, de veiller à l'exécution rigoureuse de la note de service.

TM

Cameroun/ Présidentielle

Un nouveau candidat élu pour défier Paul Biya à la prochaine présidentielle

Au Cameroun, l'avocat Akéré Muna est candidat à l'élection présidentielle de 2025. Personnalité connue et réputée de la société civile, il a été investi par le parti Univers et au nom d'une coalition d'une vingtaine d'autres organisations politiques, a annoncé samedi 28 septembre le porte-parole de cette coalition, à Yaoundé. Cette candidature complique la stratégie de l'opposition camerounaise, dont les principaux acteurs disent travailler à la désignation d'un candidat unique.



Akéré Muna

Me Akéré Tabeng Muna tient son investiture et il sera bien de la course au fauteuil présidentiel en 2025. Cependant, il y a un peu plus d'un mois, le Parti de l'Alliance libérale qu'il avait sollicité à l'effet d'une investiture, lui avait opposé un refus net, au prétexte d'un « désaccord stratégique et opérationnel ». Cette fois est donc la bonne et Akéré Muna se lance avec le parti Univers. Selon les alliés de ce dernier, il est le gage de « compétence, d'intégrité et de vision dont le Cameroun » a besoin pour sa refondation et pour un « mandat transitoire non renouvelable » précise Univers. La notoriété de Akéré Muna s'est construite dans les rangs de la société civile. Il y a quelques mois en arrière, pourtant, Akéré Muna était l'une

des figures de l'Alliance pour la transition politique (ATP) avec Olivier Bile ou encore Cabral Libii. La coalition annonçait alors travailler à l'unification de l'opposition en vue de dégager, entre ses membres, un candidat consensuel pour 2025. Le parti Univers que préside Prosper Nkou Mvondo et son nouveau candidat Akere Muna viennent ainsi de faire défection à cette coalition. Avant Akere Muna, Cabral Libii, du Parti camerounais pour la réconciliation nationale (PCRN), a lui aussi récemment avancé ses pions dans l'optique de sa propre candidature. Bien avant encore, Maurice Kamto, du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC), avait annoncé la sienne, en décembre 2023.

T.M. et Rfi.fr

Sénégal/ Gouvernance

Ousmane Sonko accuse l'ancien président Macky Sall, Amadou Ba et certains ministres de détournement de masse

Le régime de l'ancien président sénégalais Macky Sall est encore dans le viseur des nouveaux dirigeants à la tête du pays. Au cours d'une conférence de presse jeudi 26 septembre 2024 à Dakar, le Premier ministre Ousmane Sonko a dénoncé ce qu'il appelle une utilisation non transparente des ressources ayant favorisé une corruption généralisée.

Devant les journalistes, jeudi 26 septembre dernier à Dakar, le Premier ministre Ousmane Sonko n'y est pas allé par quatre chemins. Dans le viseur : l'ancien président Macky Sall, mais aussi d'anciens ministres des Finances, Abdoulaye Daouda Diallo et Mamadou Moustapha Ba, ainsi que l'ancien Premier ministre Amadou Ba. Tous sont accusés d'avoir menti au peuple et aux partenaires internationaux sur l'état réel des finances du pays, notamment concernant la dette publique. « La politique d'endettement effrénée a donné lieu à une utilisation non transparente des ressources et favorisé une corruption généralisée », a-t-il tonné, dénonçant une « méthodologie pour détourner en masse des deniers publics ». Pour étayer ces accusations, le ministre de l'conomie, Abdourahmane Sarr, a révélé des écarts significatifs entre les chiffres officiels annoncés par l'ancien régime et la réalité : un déficit budgétaire de 10,4% du PIB au lieu des 5,5% annoncés, et une dette publique de 76,3%

au lieu de 65,9%.

« Nous étions loin de nous imaginer que les choses étaient aussi catastrophiques », a admis Sonko, soulignant la nécessité d'enquêtes pour déterminer les responsabilités. Le ministre de la Justice, Ousmane Diagne, a confirmé que les

dramatiques se mesurent en vies humaines perdues en mer.

Si le gouvernement a annoncé le lancement d'un « agenda national de transformation » le 7 octobre, il tarde encore à présenter un plan d'action concret. Interrogé sur les mesures immédiates pour



Ousmane Sonko

soupons de manipulation pourraient donner lieu à des poursuites pénales. Cette première conférence de presse du gouvernement était très attendue. Portés au pouvoir par un espoir de changement, messieurs Faye et Sonko doivent faire face à une situation économique et sociale difficile. Le FMI prévoit une détérioration de la situation budgétaire et un taux de chômage élevé (21,6%). La jeunesse sénégalaise, qui représente plus de la moitié de la population, aspire à de meilleures perspectives, face à un chômage important et à l'exode massif vers l'Europe, dont les conséquences

améliorer le quotidien des Sénégalais, Ousmane Sonko a préféré se concentrer sur les accusations de corruption. L'ancien camp présidentiel dénonce, quant à lui, des règlements de compte.

Le gouvernement s'engage désormais à réduire la dette et le déficit budgétaire dans les années à venir, tout en rassurant investisseurs et partenaires internationaux. L'élection de la nouvelle Assemblée nationale, le 17 novembre prochain devrait permettre au gouvernement de mettre en place ses réformes.

T.M.

Afrique/Sécurité

La Côte d'Ivoire et le Burkina Faso s'accusent encore de tentative de déstabilisation

Les relations entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso restent tendues, marquées par des accusations récurrentes de complots et de déstabilisations. La junte au pouvoir à Ouagadougou, dirigée par le capitaine Ibrahim Traoré, accuse régulièrement Abidjan d'abriter des groupes cherchant à renverser le régime. Ces accusations, réitérées lundi 23 septembre par le ministre burkinab de la Sécurité, ont une nouvelle fois provoqué l'ire des autorités ivoiriennes.

Le ministre Mahamadou Sana a point du doigt des « civils de divers profils », des « militaires et d'anciens militaires », accusés de mener des actions de propagande et de déstabilisation depuis la Côte d'Ivoire. Il a notamment cité l'ancien ministre burkinab des Affaires trangres, Alpha Barry, exilé à Abidjan.

Abidjan, de son côté, reste discrète publiquement, mais soupçonne Ouagadougou de chercher à fragiliser le régime d'Alassane Ouattara avant la présidentielle de

2025.

Au cœur de la discorde : un réseau d'une cinquantaine de jeunes ivoiriens, soupçonnés d'avoir reçu une formation militaire au Burkina Faso pour déstabiliser leur propre pays. Selon des sources sécuritaires ivoiriennes, une dizaine de membres de ce groupe ont été arrêtés en juillet à leur retour en Côte d'Ivoire. Ils auraient suivi un entraînement au camp Ouezzin-Coulibaly de Bobo-Dioulasso et à Ouagadougou, sous la supervision présumée de Lama Fofana, un ex-rebelle et



Alassane Ouattara

ex-gendarme ivoirien décrit comme proche de Guillaume Soro, opposant historique à Alassane Ouattara et réfugié au Sahel. Le ministre ivoirien des Affaires trangres,



Ibrahim Traoré

Kacou Houadja Léon Adom, a informé son homologue burkinab de ces arrestations, certains à Abidjan voyant dans la déclaration publique de Ouagadougou un

contrefeu à une éventuelle communication officielle ivoirienne sur le sujet.

Les relations entre les deux pays, pourtant historiquement liés, se sont détériorées depuis le coup d'état de septembre 2022. Accusations réciproques de déstabilisation, incidents frontaliers et déclarations belliqueuses sont devenus monnaie courante. Une tentative de rapprochement entre les ministres de la Défense des deux pays en avril n'a pas permis de désamorcer la crise. Le capitaine Traoré a même accusé publiquement la Côte d'Ivoire d'abriter un « centre d'opérations » visant à déstabiliser le Burkina Faso.

T.M.

Togo-Banque mondiale

Un nouvel engagement en faveur de l'efficacité et la célérité dans la gestion des projets

D'un coût global de 900 milliards FCFA, fruit de l'établissement d'un nouveau cadre de partenariat, le Togo et la Banque mondiale ont effectué la revue conjointe du portefeuille des projets financés. Au cœur des échanges, une nouvelle donne en matière de gouvernance des projets. Cette rencontre entre le Togo et l'institution de Bretton Woods, s'est déroulée, ce jeudi 26 septembre à Lomé.



Revue conjointe du portefeuille des projets financés par l'institution de Bretton Woods au Togo, ce jeudi 26 septembre à Lomé.

Pour renforcer l'impact des projets et améliorer l'efficacité des dépenses engrangées, le gouvernement est sur le point d'introduire une réforme dans la gouvernance des projets. Cette réforme va contribuer à la célérité dans l'implémentation et l'exécution des projets de développement avec pour objectif d'améliorer le bien-être des populations togolaises. Précisément, les coordonnateurs seront amenés à mettre en place des contrats de performance qui établiront des objectifs et résultats à atteindre. Le suivi des projets existants sera renforcé par la mise

en place d'une « armée des projets ». Cette dernière sera constituée de deux équipes de supervision. Une première dont le rôle sera le suivi au quotidien des projets et une deuxième constituée d'ingénieurs sera chargée de la vérification de la qualité des ouvrages.

La concrétisation de cette démarche permettra au gouvernement d'être plus pragmatique, surtout dans un contexte international marqué par de multiples crises, notamment la crise sanitaire, la guerre en Ukraine, le changement climatique

et le terrorisme. Au nom du président de la République, Sandra Ablamba Johnson a exprimé son admiration pour la mobilisation récente des ressources de la Banque mondiale et la réforme en cours visant à améliorer l'efficacité de ses interventions au Togo. Ceci, par une plus grande souplesse et une simplification de ses procédures. « Cette revue m'offre l'occasion pour exprimer, au nom du chef de l'État, notre profonde gratitude au Groupe de la Banque mondiale pour l'excellence de la coopération entre cette institution et notre pays, coopération qui ne cesse

de se consolider en particulier à travers l'accroissement constant du portefeuille des projets et programmes de développement », a déclaré Sandra Ablamba Johnson.

Cette session consacrée à la revue du portefeuille a alors permis de faire le point de l'exécution physique et financière des différents projets et programmes, d'identifier les contraintes puis de réfléchir sur les approches de solutions contribuant à l'accélération du rythme de mise en œuvre. « Nous avons le devoir d'impacter significativement les laborieuses populations à travers nos interventions. Pour ce faire, notre leitmotiv doit être l'amélioration de la qualité de la dépense. Conformément aux orientations du chef de l'État, nous sommes appelés à faire une utilisation efficiente des ressources allouées au budget de fonctionnement et une allocation conséquente des ressources aux actions à fort impact sur la vie des populations », a-t-elle ajouté. Pour le représentant-résident de la Banque mondiale au Togo, Fily Sissoko, les performances du Togo sont exceptionnelles, notamment en matière de développement humain. Il cite en l'occurrence la progression dans l'évaluation des politiques et institutions nationales (CPIA) ainsi que les efforts du pays pour atteindre les objectifs des accords de financements. « Nous avons fait le pari d'appuyer plus

fortement le Togo dans la mise en œuvre des stratégies de développement à travers le nouveau cadre de partenariat-pays 2025-2029. Nos ambitions pour le Togo sont très fortes et nous sommes ouverts à toutes les propositions pour mieux répondre aux nouveaux besoins des populations », a précisé Fily Sissoko. Les travaux ont été sanctionnés par des recommandations et suggestions dont la mise en œuvre permettra au Togo de maintenir une performance optimale, tant en ce qui concerne le taux de répartition des ressources allouées que les réformes en lien avec la Banque mondiale.

De 2017 à aujourd'hui, l'engagement de la Banque mondiale au Togo est passé de 174 millions \$ en 2017 à 1,2 milliards \$. De plus, le pays est soutenu à hauteur de 315 millions \$ dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'urgence de la région des Savanes (PURS). Pour les 5 prochaines années, le Togo a signé, le 12 juillet dernier 3 accords de financement relatifs à l'énergie, au secteur public et au projet COSO avec la Banque mondiale. Ces accords qui se situent dans le cadre du nouveau partenariat permettront au Togo de relever les défis de développement afin de réduire la pauvreté, accroître la prospérité partagée et promouvoir un développement durable.

Edy Alley

Congrès des experts comptables de l'Uemoa à Lomé

Réflexion pour accroître l'appui des acteurs au PME

Pour accroître le rôle des experts-comptables dans la croissance des Petites et moyennes entreprises (PME), les acteurs du secteur se sont retrouvés à Lomé, ce jeudi 26 septembre. Venus des Etats de l'Uemoa et du Nigéria pour ce 6ème Congrès, les experts-comptables vont développer des outils innovants pour faciliter l'accompagnement des PME.



6ème Congrès des experts comptables, ce jeudi 26 septembre à Lomé

« Les experts-comptables dans le développement inclusif et durable des PME », est le thème de ce 6ème Congrès des experts comptables de l'Uemoa. C'est au total, une centaine d'experts qui vont explorer cette thématique

dans le souci de contribuer au mieux à l'épanouissement du secteur, mais surtout à une meilleure plus-value au secteur des PME. Cette rencontre a donc permis aux participants d'examiner leurs contributions au développement durable

des petites et moyennes entreprises, ainsi qu'à la croissance de l'économie régionale. Le défi pour les acteurs est de dépasser leur rôle traditionnel et d'offrir des solutions adaptées aux besoins de développement des PME en mettant l'accent sur les méthodes modernes.

Actrices basiques en matière de création de la richesse, les PME sont confrontées à plusieurs défis, notamment de trésorerie. Grâce à une plus grande contribution des experts-comptables, elles seront plus viables et pèseront de tous leurs poids dans la croissance économique. « Nous croyons fermement que les PME doivent être le moteur de la croissance économique de nos pays. Ce Congrès doit contribuer à renforcer

cette conviction », a indiqué le secrétaire général du ministère de l'Economie et des Finances, Stéphane Akaya. Il a également invité les experts-comptables à « développer des outils innovants pour faciliter l'accompagnement des PME en les préparant à tirer tous les bénéfices des multiples opportunités de financement novatrices ».

Il est donc attendu des experts-comptables qu'ils soient des acteurs d'implémentation des solutions adaptées aux besoins de développement des PME. Ceci, en mettant au profit des pratiques modernes et transparentes, puisées de l'innovation digitale actuelle. Ainsi, en dehors de leur mission ordinaire, les experts-comptables sont invités à se positionner en tant que

conseillers stratégiques pour les petites et moyennes entreprises. Pour Stéphane Akaya, l'élaboration d'outils novateurs pour simplifier l'accompagnement des entreprises, en les préparant notamment à profiter des nouvelles possibilités de financement, est un besoin crucial.

Profession libérale, l'exercice du métier d'expert-comptable fait face à plusieurs défis. Au Togo par exemple, l'Ordre national des experts-comptables et comptables agréés du Togo (ONECCA-Togo) veut lutter contre l'exercice illégal de la profession. Il s'emploie donc à assainir le secteur en améliorant la qualité des services rendus aux entreprises.

E. A.

Togo

Sur les voies d'un développement pluri sectoriel

« **Le bien-être social constitue un socle pour le développement d'un pays, surtout ceux en développement. Le Togo, dans une dynamique de développement social, dispose de plusieurs programmes-projets pour booster l'amélioration des conditions à plusieurs niveaux.** »

Le Programme d'appui aux populations vulnérables (PAPV) est l'un des programmes qui montrent l'efficacité de la politique de développement à la base mise en œuvre au Togo. À travers ce dispositif solidaire, le pays procède à la modernisation des infrastructures économiques sur toute l'étendue du territoire national. Dans la région centrale, plusieurs localités.

Programme d'appui aux populations vulnérables

Depuis 2022, 1,2 milliard de francs CFA a été investi dans la modernisation des marchés dans 9 localités. Il s'agit de Kassena, Koussountou, Bago, Séssaro, Pagala-Gare, Kouloumi, Adjengré, Tchifama et Langabou. Les infrastructures sont déjà opérationnelles à Kassena, Koussountou, Bago, Séssaro et Pagala-Gare. Les travaux sont toujours en cours dans les autres localités. Ils sont réalisés par l'Agence nationale d'appui au développement à la base (Anadeb).

équipements modernes installés permettent aux commerçants d'exercer avec aisance leurs activités. Avec les nouveaux hangars bien espacés et les différentes allées aménagées, la circulation est devenue fluide dans les marchés. La construction de latrines modernes et de forages photovoltaïques résout les problèmes d'assainissement.

L'économie locale est donc bonifiée. La politique de modernisation des marchés mise en place par le gouvernement est louable. Elle contribue au développement économique non seulement dans les localités, mais également au niveau national. Les nouvelles infrastructures qui offrent des conditions de travail favorables aux commerçants et qui ont une capacité d'accueil élevée stimulent les échanges commerciaux. Par ailleurs, les revenus des commerçants sont améliorés. Leurs conditions de vie sont impactées de façon positive.

Le PAPV a également

d'Afagnan (préfecture du Bas-Mono) et de Glidji (préfecture des Lacs) dans la région Maritime. Le marché d'Afagnan, par exemple, est érigé sur une superficie de 2,5 hectares avec un coût de 233 millions de francs CFA. Il est constitué de hangars de type cantonal et communal, de blocs de boutiques, de magasins de stockage, etc. Étendu sur une superficie de 4 hectares, le marché de Glidji a été quant à lui rénové avec un montant de 127 millions de francs CFA. Les hangars, les blocs de boutiques, les magasins de stockage et autres ont été soit réhabilités, soit construits. Lancé en décembre 2017, le PAPV est né de l'ambition du président Faure Gnassingbé de réaliser et/ou réhabiliter des infrastructures socioéconomiques de base ainsi que de mettre en place des projets socioéconomiques au profit des populations, notamment les couches les plus vulnérables. Le programme couvre des domaines tels que l'eau potable, l'électricité, la santé, l'éducation, l'habitat, la salubrité et l'assainissement, l'emploi des jeunes, etc. Aujourd'hui, on peut dire que ce programme est l'une des initiatives phares qui stimulent le développement socioéconomique du Togo.

Programme d'urgence pour la région des Savanes

victimes des conséquences de la crise sécuritaire, peuvent en témoigner. En août dernier, elles ont bénéficié d'une nouvelle opération d'assistance, ceci en marge du très salvateur Programme d'urgence pour la région des Savanes (PURS). Le PURS a été créé pour renforcer la résilience des populations du nord du Togo qui subissent les conséquences de la crise sécuritaire. Cette nouvelle phase d'assistance a ciblé les réfugiés, les

des domaines tels que l'eau potable, l'électricité, les pistes rurales, etc. Par exemple, sur le plan de l'électricité, le gouvernement a procédé en juillet 2023 au lancement des travaux d'électrification de 18 localités de la région. Sur le plan de l'eau, plusieurs forages ont été construits. Par ailleurs, le programme, en partenariat avec le Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (Faiej), a fait un don de matériels agricoles à



Un nouveau marché

déplacés internes, les populations vulnérables des communautés d'accueil, ainsi que les demandeurs d'asile. Une attention particulière a également été accordée aux femmes enceintes, allaitantes et aux enfants de moins de deux ans.

L'opération, organisée par le ministère de l'Action sociale et soutenue par le Programme alimentaire mondial (PAM), a touché environ 63 000 personnes issues de 170 localités réparties dans les sept préfectures de la région, soit plus de 12 000 ménages. Ces kits alimentaires viennent soulager tant soit peu ces personnes vulnérables de la région. La dernière opération d'assistance alimentaire, exécutée en mars 2024, a bénéficié à plus de 63 000 personnes, soit 12 688 ménages. Au total, 959 tonnes de vivres d'une valeur de 664 millions de francs CFA ont été mobilisées.

Les actions du PURS ne se limitent pas seulement aux distributions de kits alimentaires. Le programme mène également des actions à fort impact dans

384 jeunes vulnérables. En outre, des subventions pour l'acquisition d'équipements ont été accordées à 542 opérateurs agricoles.

Grâce au programme, l'accès à l'eau a été amélioré dans la région. Près de 80 000 nouvelles personnes ont été touchées, ce qui a fait progresser le taux de desserte en milieu rural de 64 % en 2021 à 73,5 % en 2022. Sur le plan de l'énergie, 15 000 ménages supplémentaires ont été raccordés à l'électricité, faisant passer le taux de couverture de 22 % en 2021 à 27 % en 2022. Dans le secteur agricole, plus de 1 000 hectares de bas-fonds ont été aménagés. De même, plus de 21 000 tonnes d'engrais vivriers ont été distribuées aux producteurs. Des kits d'irrigation leur ont également été offerts. Des actions ont également été menées pour renforcer la connectivité des localités. Avec les pistes rurales aménagées, le désenclavement de la région a été amélioré, facilitant ainsi l'écoulement des produits agricoles. Le réseau des pistes rurales a été amélioré de 15 à 20 %.



Forage d'eau potable

Les infrastructures réhabilitées ou construites facilitent la vie aux commerçants et aux usagers. Les

doté certaines localités dans les autres régions de nouvelles infrastructures économiques. C'est le cas notamment des localités

L'assistance aux personnes vulnérables est au cœur de la gouvernance au Togo. Les populations de la région des Savanes, au nord du pays,

Eu égard à ces différents chiffres, on peut affirmer sans langue de bois que le PURS, lancé en 2022, a renforcé la résilience des populations des Savanes. Lors de la première année d'exécution du programme, 50 milliards de francs CFA ont été dépensés. L'État togolais entend mobiliser un montant global de 200 milliards de francs CFA.

Haho : eau et d'autres services essentiels pour 311 000 personnes

Au Togo, des efforts constants sont déployés pour renforcer les capacités des communes à prendre en charge leur propre développement. Le projet Amélioration de la gouvernance urbaine et de l'ouverture sociale dans les communes de Haho 1, de Haho 2, de Haho 3 et de Haho 4 s'inscrit dans cette dynamique. Ce projet, appuyé par l'Union européenne (UE) à hauteur de 2,2 milliards de francs CFA, vise à moderniser les infrastructures et à promouvoir une gouvernance participative et inclusive sur une période de 60 mois, à compter de 2021.

L'objectif principal est d'établir les bases d'une gouvernance urbaine fondée sur la participation citoyenne et l'inclusion sociale. En d'autres termes, il s'agit de donner une voix aux citoyens, notamment aux femmes, aux jeunes et aux personnes vulnérables, tout en leur offrant des services essentiels. Les actions en cours touchent à des domaines comme l'accès à l'eau potable, l'assainissement, les services juridiques participatifs, l'autonomisation des femmes, des jeunes et des personnes handicapées.

À travers cette initiative, les communes de Haho visent également à combler le fossé entre la population et les services publics, avec une attention particulière aux droits humains et à l'égalité des genres. Le projet vise à impacter directement 311 000 personnes. Les infrastructures existantes se modernisent et des programmes de formation sont mis en place pour autonomiser les femmes et les jeunes. La culture, souvent négligée dans les programmes de développement, est

également utilisée comme un levier de cohésion sociale au sein des communautés. Trois ans et demi après son lancement, le projet affiche déjà des résultats significatifs. Selon un rapport présenté lors d'un atelier de restitution à

notamment Bapaume en France et Porto-Novo au Bénin. Ces collaborations permettent aux responsables locaux de s'inspirer des modèles de gouvernance urbaine réussis et de les adapter aux réalités togolaises.



Des jeunes

Notes en septembre 2024, le taux de réalisation s'élève à 58 % sur 43 mois. Plus de 24 500 habitants ont déjà bénéficié d'un accès à l'eau potable, tandis que 4 500 personnes ont pu profiter des infrastructures d'assainissement mises en place et 2 100 utilisateurs de latrines scolaires. Sur le plan juridique et administratif, le projet a permis la délivrance de 334 actes de naissance et de 10 013 jugements supplétifs. À cela s'ajoutent des sessions de renforcement des capacités ainsi que des cours d'alphabétisation dont ont profité près de 2 100 personnes, essentiellement des femmes et des jeunes.

Le volet infrastructurel du projet est tout aussi important. Plus de 1,1 milliard de francs CFA a été investi dans la construction et la réhabilitation d'ouvrages essentiels tels que des forages, des latrines et même des sites touristiques. Par ailleurs, à travers ce projet, il s'agit aussi de promouvoir une gouvernance participative, où chaque citoyen, indépendamment de son genre ou de sa situation sociale, peut prendre part aux décisions qui concernent son cadre de vie.

Dans cette optique, les communes de Haho bénéficient d'échanges de bonnes pratiques avec des villes partenaires,

Le projet s'aligne sur l'agenda national du Togo en matière de gouvernance locale et de décentralisation, qui a récemment connu des avancées notables avec, par exemple, la nomination de gouverneurs régionaux en 2024. Cette étape clé renforce le contrôle administratif au niveau régional et facilite la mise en œuvre des politiques publiques, conformément à la loi de 2007 sur l'organisation de l'administration territoriale.

Employabilité des jeunes et des femmes, axe majeur de développement

L'emploi des jeunes et des femmes constitue un des défis majeurs du gouvernement. C'est une opportunité de stimuler le développement socioéconomique. Au Togo où il existe des millions de jeunes en âge de travailler, le président de la République Faure Gnassingbé fait entreprendre des initiatives pour favoriser l'employabilité. Les actions ciblent non seulement la création d'emplois, mais aussi l'amélioration de l'accès à des métiers porteurs, l'entrepreneuriat, ainsi que la formation professionnelle et technique.

En effet, l'employabilité des jeunes fait référence à leur capacité à trouver, à conserver et à progresser dans un emploi. Elle dépend d'un ensemble

de compétences, de qualifications, d'expériences et de caractéristiques personnelles qui rendent les jeunes capables de répondre aux besoins du marché du travail et de s'intégrer durablement dans celui-ci. Durant ces dernières

par l'ANVT pour permettre aux engagés de se mettre au service de la nation et d'acquiescer de l'expérience...

Plus de 15 600 entreprises ont été créées en 2023 selon le CFE, signe d'une jeunesse très active en termes d'entrepreneuriat. Une mesure présidentielle existante est l'octroi aux jeunes et aux femmes entrepreneurs de 25 % des parts des marchés publics. C'est une initiative incitative pour la cible et qui a permis de former 1 268 personnes au cours de l'année 2022. Un total de 1 787 marchés publics a été approuvé la même année.

La décision née en 2018 portait sur un quota de 20 % au début. Cette année-là, le chef de l'État avait fait profiter du projet 4 000 entrepreneurs sur le territoire, avec plus de 12 milliards de francs CFA de marchés obtenus. En 2019, où le quota est porté à 25 %, 30 milliards de francs de marchés ont été acquis par les jeunes. En 2020, plus de 550 jeunes et femmes ont été formés sur la commande publique. C'est une façon de renforcer à la fois leur employabilité et de les aider à se prendre en charge.

D'autres actions phares comme le Plan sectoriel de l'éducation mettent un accent particulier sur le développement des compétences professionnelles, favorisant ainsi une insertion rapide sur le marché de l'emploi. Aussi, l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) joue



Des kits alimentaires

d'Appui à l'insertion et au développement de l'embauche (Aide) qui a été mis en place en 2011 pour lutter contre le chômage et le sous-emploi, plus de 7 000 jeunes ont été aidés. A cela s'ajoutent des projets comme le Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (Faiej) qui promeut l'entrepreneuriat, les projets de volontariat développés

un rôle crucial dans la création d'opportunités professionnelles.

De 6,5 % en 2011, le taux de chômage est tombé à 3,9 % en 2018 dans la population globale et de 8,1 % à 6,8 % chez les jeunes. Depuis, il aurait encore baissé de l'ordre de 2,5 points.

Attipoe Edem Kodjo

La Madone/Affaire de viol

Les faits dans leur contexte

Une affaire d'agression sexuelle sur une élève de l'établissement scolaire La Madone, défraie toute la chronique depuis septembre 2024. Contrairement aux allégations incriminant un majeur du corps enseignant dans cette affaire et jetant du discrédit sur cette réputée école, les faits sont tout autre.

La Madone, située dans la capitale togolaise, est accusée de fermer les yeux sur une série d'actes délictueux et de tenter d'étouffer les affaires évoquées. Comment cette école créée il y a bientôt 40 ans, qui jouit d'une réputation établie et beaucoup fréquentée par les enfants de toutes classes sociales confondues et a accueilli plusieurs promotions d'élèves, se retrouve subitement au cœur d'une tempête médiatique ? En effet, quelques jours plutôt, dans son live tenu sur les réseaux, le journaliste Ferdinand Ayité installé en France, a évoqué une affaire de viol sur une mineure de 5 ans, qui se serait déroulé en avril 2024 au sein de l'établissement. Dans un article publié quelques instants plus tard par le site qu'il dirige, il y donne des détails. Il est revenu plus tard évoquer un cas d'agression sexuelle, une fois encore sur mineure, sans en donner davantage de précisions. Et pourtant ! Contrairement aux informations véhiculées, l'auteur présumé de l'acte incriminé n'est pas un adulte. Il s'agit d'un élève âgé de 5 ans, comme la présumée victime. Les faits remontent au 03 avril 2024. Ce jour-là, la mère d'une des élèves scolarisée dans l'établissement s'est présentée à la direction, toute furieuse. Elle soutenait que sa fille a été abusée sexuellement. D'après son récit, un de ses

camarades de classe lui aurait mis un doigt dans son « papillon ». La petite fille aurait identifié le garçon en question. De fait, la mère exigea à rencontrer les parents de celui-ci. Cependant, le process instauré à la Madone, qui assure que la sécurité des enfants ainsi que celle de toute personne ayant accès à l'établissement est une exigence et une priorité absolues, établit que lorsque des incidents surviennent, les enseignants responsables des élèves concernés soient d'abord convoqués par la direction afin d'avoir leur version et reconstituer les faits. Et ensuite dans un second temps, éventuellement, la mise en relation des parents peut être effectuée dans une démarche de transparence et pour dissiper les inquiétudes. Ce qui fut donc expliqué à la mère de la victime présumée qui a préféré, dès le lendemain, saisir la Brigade pour mineurs. Contrairement aux informations véhiculées, la justice s'est bien saisie du dossier. En effet, par une convocation datée du 04 avril 2024, soit le lendemain des faits présumés, Adouzi Meheza, commissaire de police, a invité le directeur de l'Ecole La Madone, ainsi que le jeune garçon (dont nous taisons le nom) « accompagné de ses parents », à se présenter « pour les nécessités d'une enquête.. », à la Brigade pour mineurs d'Agoé Cacavéli, le 08 avril 2024 à 09 heures.

Toutes les parties s'y sont donc retrouvées : la direction de l'école représentée par 3 personnes, le petit garçon et ses parents, la petite fille et son père, accompagnés d'un conseil légal.

A la fin des auditions et dépositions, les parties ont été informées que le dossier sera transmis à un juge pour la suite à donner. De fait, l'officier de police judiciaire en a

déjà saisie. Néanmoins, la CNDH a rencontré les responsables de l'école pour leur recommander fortement de prendre des mesures adéquates pour la protection des mineurs apprenants et ce, conformément aux standards dans le domaine.

Parmi ces mesures, la question de la séparation des toilettes. Sur les réseaux sociaux, il est soutenu que filles et garçons

de La Madone, le certificat de scolarité de l'enfant ainsi que ses bulletins de note. L'établissement n'y a opposé aucune résistance et la comptabilité a sorti le solde de tout compte comme l'exige la procédure. Celui-ci établissait un solde de débiteur de 525 000 FCFA. Malgré la résistance du père de la victime présumée à solder la dette, la Madone a libéré tous les documents



Entrée de La Madone

dressé procès-verbal qui a été transmis au Parquet de Grande Instance de Lomé.

Malgré cette procédure en cours, le père de la présumée victime a saisi par requête le 03 mai, la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) afin d'intervenir dans le dossier. Celle-ci s'est déclarée incompétente au regard des dispositions de l'article 36 de la loi organique N° 2015, aux termes desquelles, la requête pour être recevable, ne doit pas porter sur des faits dont la justice est

ont accès aux mêmes toilettes. Ce qui est factuellement faux. Il existe bien des blocs pour les uns, d'autres blocs pour les autres, consacrant ainsi une séparation des toilettes. La Madone a tout de même indiqué être disponible pour collaborer, en toute responsabilité et sensibilité, avec les autorités administratives et judiciaires. Selon nos informations, au moment des faits les parents de la présumée victime devaient des impayés s'élevant à 525.000 FCFA. Alléguant devoir faire quitter sa fille de l'établissement, il avait sollicité

lui permettant d'inscrire sa fille dans une autre école car confie la direction, « l'épanouissement de celle-ci est notre priorité même si cela voudra dire que ce ne sera pas chez nous. »

Dans un communiqué adressé aux parents d'élèves le 23 septembre, l'école les a remerciés pour leur confiance et les a assurés de son engagement renouvelé à faire de la sécurité des élèves, une priorité absolue.

La Rédaction

Annonce



M Georges Kwawu AIDAM

Ancien Ministre, Conseiller régional élu

Décédé le 09 Septembre 2024 dans sa 79^{ème} année

La Famille AIDAM du Ghana et du Togo,
M Atsu AIDAM, son frère, cousins cousines, leurs époux, épouses et leurs enfants
M Cornelius AIDAM, ancien ministre, ses frères, sœurs, cousins, cousines, leurs époux, épouses et leurs enfants
La famille AMAGBEGNON du TOGO
Veuve Akouavi Célestine AMAGBEGNON Epouse AIDAM
M Kwassi Raymond AIDAM, ses frères, cousins, cousines, leurs époux, épouses et leurs enfants
Ont la profonde douleur d'annoncer le décès de leur frère, époux et père :

**M Georges Kwawu AIDAM, ancien Ministre, Conseiller régional élu
Décédé le 09 Septembre 2024 dans sa 79^{ème} année**

Les Obsèques se dérouleront comme suit :

Vendredi 4 Octobre 2024

19H30 : Messe Veillée en la Paroisse Notre Dame de la Rédemption de Bè-Klikamé

Samedi 05 Octobre 2024

08H30 : Messe d'enterrement et d'action de grâce en la Paroisse Notre Dame de la Rédemption de Bè-Klikamé.
L'inhumation se fera dans la plus stricte intimité familiale

Dimanche 27 Octobre 2024

Messe d'hommage à l'illustre disparu à la Cathédrale d'ATAKPAME.

Les salutations seront reçues à l'Eglise à la fin de la veillée et de la messe d'action de grâce.
Maison Mortuaire : Maison AIDAM à Agbalépédo

FESTIMUZ 2024-2025

Charl'Ozzo offre un spectacle riche en sonorités aux festivaliers

Faire de la musique une vitrine des valeurs endogènes, tel est le credo de Charl'Ozzo, qui colore de nuances traditionnelles, le Festival africain de musique (FESTIMUZ) 2024-2025. Le samedi 28 septembre 2024, à Togoville, l'artiste togolais a offert un spectacle riche en sonorités, mettant à l'honneur la symphonie des gongs.

A 60 kilomètres au sud-est du Togo, dans le marché de troc à Togoville, Charl'Ozzo et ses musiciens ont présenté un concert de restitution d'un projet artistique qui met en relief les différentes sonorités du gong, instrument sacré et pilier des traditions locales, après trois mois d'immersion et d'entraînement. En effet, Charles Ayawo Agbozo, alias Charl'Ozzo, s'est immergé au sein d'un couvent Nygblin à Togoville pour s'initier aux gongs. Ce projet a donné naissance à une œuvre originale, où la pureté des sonorités des gongs s'accorde avec les influences musicales modernes, telles que la guitare et la batterie, dans un dialogue artistique inédit. Ce spectacle a réuni les musiciens locaux, artisans de cette culture ancestrale, et l'équipe de Charl'Ozzo, créant ainsi une véritable symbiose entre les générations et les styles musicaux.

Pendant plus d'une heure, Charl'Ozzo, natif de Togoville, a associé sa richesse vocale aux sonorités du gong et aux instruments modernes. Lors du spectacle, l'artiste a chanté des thèmes variés : l'Afrique, l'amour, les valeurs de Togoville, la vie, la fraternité et la responsabilité. Plus 400 personnes, notamment Togbui Mabla V, chef du village de Togoville-Galapé ; le maire de la commune Vo 2 (Togoville), Kokou

Mensah Gnavo ; le maire de la commune Lacs 1 (Aneho), Alexis Aquereburu ; ainsi que des invités et des habitants, ont pris part à ce chef-d'œuvre culturel.

« C'est une chance pour Togoville d'avoir un fils comme Charl'Ozzo, qui est attaché aux valeurs culturelles », a déclaré Togbui Mabla V. Pour le maire Kokou Mensah Gnavo, « Charles (Charl'Ozzo, NDLR) est un grand frère et une valeur sûre de notre village ». Dans un élan d'encouragement, le maire Alexis Aquereburu a ajouté « J'ai apprécié l'initiative et elle mérite notre soutien ». Ce melting-pot entre gong et modernité a donné un travail artistique de grande qualité. « Nous avons effectué un travail de recherche harmonique. Nous nous sommes entraînés pour parfaire le résultat, l'idée étant toujours de mettre le gong au premier plan. La musique togolaise traditionnelle n'a pas suffisamment de place à l'international, donc notre objectif est de lui donner une couleur. C'est un travail de création et de découverte autour gong », a expliqué Serge Kodjovi, bassiste de Charl'Ozzo.

Les invités ont été séduits par le cadre et le concept. « Je suis vraiment très content du spectacle, car le fait d'intégrer le spectacle dans un marché donne vie à la création. Pour moi, c'est une expérimentation



Charl'Ozzo et ses musiciens lors du spectacle

très formidable d'associer le gong à l'œuvre de l'artiste », a témoigné Désiré Lissanon, qui a fait le déplacement de Lomé pour suivre le spectacle. « Charl'Ozzo est un artiste qui mélange tradition et modernité. Franchement, c'est magnifique d'avoir une musique qui a une identité. Félicitations à l'artiste », a ajouté Franck B.

Ce concert a également été l'occasion de rendre hommage aux femmes du marché, véritables gardiennes des traditions locales, ainsi qu'à la communauté de Togoville. « Si tu sors pour apprendre, il faudra revenir chez soi avec des connaissances. Et c'est exactement ce qu'a fait Ayawo (Charl'Ozzo, NDLR). Grâce à lui, nous avons chanté et dansé. Quand on entend le gong, le tam-tam retentit, et nous remercions notre

fils tout en lui souhaitant beaucoup de succès », a exprimé Tonoussi Agbedevi, revendeuse au marché de troc.

Depuis 2015, le FESTIMUZ est un rendez-vous unique pour les amoureux de la musique et des cultures africaines. Ce festival, créé et dirigé par l'artiste Charl'Ozzo revient avec une édition inédite, placée sous le signe de la tradition et de la modernité, tout en mettant en valeur le patrimoine musical togolais et africain.

« Je dois rendre grâce à Dieu et je dire merci à toutes les divinités. C'est ici (à Togoville, NDLR) que je suis né. Me retrouver dans ce marché au troc avec des musiciens d'ailleurs est très spécial. Ce projet va bien au-delà de Togoville. Sur une période d'un an, nous comptons, si les moyens nous le permettent, de visiter

les cinq régions du Togo pour explorer, écouter et réinterpréter les gongs et tambours de chaque région, dans le cadre de résidences artistiques immersives. Chaque étape de ce voyage musical sera l'occasion de produire de nouvelles créations, qui seront ensuite présentées lors d'autres restitutions spectaculaires prévues pour 2025 », a confié Charl'Ozzo.

FESTIMUZ 2024-2025 a bénéficié du soutien précieux du Service de coopération et d'action culturelle de l'ambassade de France au Togo, de Krystal Optique, de l'association Ozzo for Africa, et de Woodin/Uniwx. Les autorités locales de Togoville et notamment le maire et le chef traditionnel y ont également apporté leur soutien.

Attipoe Edem Kodjo



PIA
PLATEFORME INDUSTRIELLE D'AGETROPE
— TOGO —

Une zone industrielle de pointe, au service de l'industrialisation togolaise

FRENCH
CERT
ISO CERTIFIED



www.pia-togo.com

UFOA-B U20

Les 26 Éperviers juniors retenus pour le tournoi

Le Togo, pays hôte du tournoi de l'UFOA B, s'affûte pour la compétition. La Fédération togolaise de football (FTF) a rendu publique, le 28 septembre dernier, une nouvelle liste des Éperviers juniors convoqués pour un autre stage.



Éperviers U20 à l'entraînement

Ce regroupement, prévu du 1er au 16 octobre 2024 à Lomé, permettra aux Éperviers U20 de se préparer sérieusement avant la compétition sous-régionale qui aura lieu du 17 au 31 octobre 2024 dans la capitale togolaise. La liste du sélectionneur King Ametokodo est composée de joueurs talentueux évoluant au Togo ainsi qu'à l'international.

Gardiens de but : Mihedo Daouda (AS Binah) ; Kolani D. Casimir (ESA) ; Kiti Komlan (Kolgolo). Défenseurs : Yeboah Isaac (CDF Haknour) ; Nubueke Enock Koffi (AS OTR) ; Doto K. Benjamin (Young Africa Promise, Ghana) ; Achiangbon K. Bernard (AS OTR) ; Ahouankpo Martin (Swallows) ; Labode Issinou (Vaikam) ; Nouwomekpo Mensah (Planète Foot).

Milieux de terrain : Kolani Babouln Yves (Kakadi) ; Atsou Joel Lesage (Entente II) ; Monglo Isaac (AC Baraccuda) ; Nutsule Kodjo Clode (ASKO) ; Bouraima Bourgeois Klinton (ASCK) ; Amidou Ramdane (Semassi) ; Kpelafia M. Sadate (Planète Foot) ; Kperedja Ouzeroudine (Eurafrika, Ghana). Attaquants : Dermene Yasser (Haddy Sport) ; Tchadjobo Aminou (Espoir Foot) ; Sadou Nader Nado (Interallies FC, Ghana) ; Ajavon Matteo (C.E Mercantil, Espagne) ; Lare Yendoutien (JCA) ; Kuegah Noah (SC Victoria Hambourg, Allemagne) ; Klidje Claude (CDF Haknour) ; Koudjodou Aminou (RAAL FC, Belgique).

Cette compétition représente une opportunité majeure pour le Togo de briller à domicile et de viser une qualification pour la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) U20.

Attipoe Edem Kodjo

Togo/Camp de Basketball U15

Les convictions d'Adjivon Denisio

Les rideaux sont tombés sur le camp de basket des U15, le 26 septembre dernier, au stade municipal de Lomé. C'est un projet enrichissant à pérenniser selon Adjivon Denisio.

Le camp de basket des U15 a réuni une centaine de jeunes filles et garçons, offrant un cadre d'échanges, de théorie et de pratique du basketball. Sous la conduite de l'expert FIBA, Adjivon Denisio, accompagné d'Ashraf Agoro, conseiller à la Fédération nationale de basketball du Togo (FNB-Togo), les participants ont bénéficié de conseils précieux pour parfaire leur apprentissage.

« (...) On avait deux camps qu'on devait faire. Le premier camp, c'était à Sokodé. Le deuxième, c'est à Lomé. On tire un bilan satisfaisant quand même. Certes, il y avait des difficultés, c'est normal, parce qu'on est en pleine année scolaire. Surtout ceux qui font un sévissage du camp de Lomé. On ne pouvait pas faire deux séances, parce que les enfants allaient à l'école. Donc, on s'est adapté par rapport à cela. Mais dans l'ensemble, quand même, l'objectif a été atteint », a souligné Adjivon Denisio.

L'Expert de la Fédération internationale de basketball (FIBA), souligne l'engagement et le potentiel des jeunes athlètes. « Ce que j'ai vu, surtout à Sokodé, c'est une grande ville. L'économie a un potentiel quand même. J'ai vu que par rapport à la taille, il y a une différence. Les enfants de Sokodé sont de plus grande taille que les enfants de Lomé. J'invite la fédération de faire tous ses efforts pour avoir un

très bon programme dans ces régions-là. Comme je l'ai dit tantôt, le basket ne se résumera pas seulement à Lomé. Parce que toute la population togolaise doit pouvoir jouer au basket. C'est un facteur économique maintenant, surtout pour les jeunes. Il faut donner l'opportunité à tous les jeunes togolais qui ont ce droit. Ce n'est pas seulement les enfants de Lomé. Tous les jeunes togolais ont droit à jouer au basket », a ajouté l'expert sénégalais.

Il a tout de même salué l'organisation et l'implication des encadrants avant de faire une recommandation « J'invite la fédération à faire des formations pour les cadres, les entraîneurs. Ce sont les cadres qui vont permettre aux enfants de bien jouer au basket. Je pense que par rapport à la politique qu'ils ont tenté de

initiative visant à renforcer les infrastructures et les capacités des fédérations sportives nationales, notamment au Togo. Dans ce cas, il s'agit d'un projet spécifique à la Fédération nationale de basketball du Togo, mis en œuvre en collaboration avec le Comité national olympique du Togo (CNOT). Ce projet bénéficie du soutien de la Solidarité Olympique, une structure qui aide les Comités nationaux olympiques à développer le sport au niveau national, et de la Fédération internationale de basketball (FIBA), l'organe dirigeant du basketball mondial.

L'objectif principal du projet DSSN est d'améliorer la qualité et l'accessibilité des infrastructures de basketball au Togo, de promouvoir le développement des talents locaux, et de renforcer



Adjivon Denisio

faire, la formation au niveau des coaches, avec les jeunes coaches, les diplômés qu'ils ont, les camps de ce genre.», a exhorté Adjivon Denisio.

L'initiative est portée par le Projet Développement des structures sportives nationales (DSSN), une

la gouvernance et les capacités administratives de la fédération. Grâce à ce partenariat, le basketball togolais peut bénéficier d'un cadre professionnel et d'opportunités accrues pour les athlètes et les équipes locales.

A. E. Kodjo

Togo/Sports

Le ministre Lidi Bessi-Kama s'adresse aux présidents des fédérations

Dans une note circulaire en date du 27 septembre 2024, Dr Lidi Bessi-Kama, s'est adressée aux fédérations sportives togolaises. Le ministre des Sports et des Loisirs a mis l'accent sur l'importance du respect des règles lors de l'organisation des Assemblées générales statutaires avant les Assemblées générales électorales.

Les Assemblées générales statutaires n'étant pas interdites, elles doivent néanmoins se limiter à des modifications techniques nécessaires pour le développement des disciplines concernées.

« Dans le but de préserver la sérénité et la transparence nécessaires au bon déroulement des



Dr. Lidi Bessi-Kama

processus électoraux en cours, il est formellement interdit d'opérer des modifications relatives aux

élections, au droit d'être électeur et aux conditions d'éligibilité. Toutefois, des recommandations relatives

à ce type de modification peuvent néanmoins être faites par les Assemblées statutaires à l'effet d'être concrétisées, dès la première année du mandat par les Bureaux exécutifs qui émaneront des prochaines élections », peut-on lire dans la note circulaire.

Dr Bessi-Kama a également souligné l'objectif d'aligner les mandats des Bureaux exécutifs des fédérations nationales sur les cycles olympiques, conformément aux directives du ministère. « J'attache un grand prix au respect scrupuleux du contenu de cette note

circulaire. Pour toute information complémentaire, je vous engage à prendre attache au besoin avec mes services. Sachant compter sur votre compréhension et votre collaboration habituelles », a conclu Dr Lidi Bessi-Kama.

Le ministre des Sports et des Loisirs a invité les responsables des fédérations à se rapprocher des services compétents pour obtenir des informations supplémentaires afin de mener à bien ces processus conformément aux attentes.

Attipoe Edem Kodjo

75^e anniversaire fondation de la Chine

Chao Weidong réitère l'amitié entre la Chine et le Togo

Le 1er octobre 1949 sur la place Tian'anmen de Beijing, Mao Zedong a proclamé la fondation de la République populaire de Chine. Cette année 2024, marquant le 75^e anniversaire, l'historique événement a été célébré par anticipation au Togo, le 26 septembre dernier à l'ambassade de Chine au Togo, à l'invitation de l'ambassadeur Chao Weidong.

L'ambassadeur de Chine au Togo, Chao Weidong, a réuni plusieurs personnalités autour d'une cérémonie et d'une réception dînatoire. Des membres du gouvernement, des représentants des institutions de la République, des autorités politiques, administratives, des forces armées togolaises ainsi que la communauté chinoise au Togo, ont pris part à ladite célébration.

Le 75^e anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine est une année cruciale pour la réforme et la modernisation du pays. En ce sens, le Parti communiste chinois a adopté des dispositions systématiques relatives à l'approfondissement continu de la réforme sur tous les plans et la promotion de la modernisation à la chinoise.

Ces dispositions, d'après l'ambassadeur de Chine, « vont apporter des transformations profondes en Chine et des nouvelles opportunités et impulsions aux efforts conjoints de la

Chine et de l'Afrique pour réaliser l'objectif commun de la modernisation. La Chine tient à poursuivre sa politique extérieure d'indépendance et de paix, à promouvoir la construction d'une communauté de destin pour l'humanité. La Chine s'engage à rester attachée aux valeurs communes de toute l'humanité, à concrétiser les 3 initiatives majeures, à savoir le développement, la sécurité et la civilisation mondiale ».

À en croire l'ambassadeur de Chine au Togo, lors de son discours de circonstance, « La Chine entend prôner un monde multipolaire où règnent l'égalité et l'ordre, ainsi qu'une mondialisation économique inclusive qui prend en compte l'intérêt général.

Les mesures prises par le récent Forum sur la coopération sino-africaine (Focac) sont la Déclaration de Beijing et son Plan d'action. Lors de ce sommet, le président chinois Xi Jinping a déclaré que la Chine entend travailler avec l'Afrique pour engager dix actions de partenariats

sur la modernisation dans l'optique d'approfondir la coopération sino-africaine sur plusieurs plans.

A propos des relations bilatérales entre le Togo et la Chine, « Les deux chefs d'Etat ont annoncé

la coopération dans les domaines comme les infrastructures, l'agriculture, l'hydraulique, la connectivité et autres, approfondir la collaboration multilatérale, et promouvoir la solidarité et la stabilité régionale ».

informé que les partenaires chinois ont exprimé leur volonté de renforcer leur partenariat avec le Togo ou d'explorer les opportunités de coopération. Il a précisé que des mémorandums de partenariat ont été signés dans plusieurs secteurs.



Chao Weidong lors de son discours

conjointement la décision d'élever les relations bilatérales au niveau d'un partenariat stratégique global. La Chine est prête à œuvrer conjointement avec le Togo pour renforcer davantage la confiance politique mutuelle, élargir

Lors du récent Focac, le chef de l'Etat togolais, Faure Gnassingbe et sa délégation ont échangé avec les partenaires économiques et commerciaux sur plusieurs projets, aboutissant à des résultats fructueux. Le diplomate a

Un toast a été porté pour marquer le 75^e anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine, et pour symboliser les liens bilatéraux entre la Chine et le Togo.

Attipoe Edem Kodjo

Togocom

Un engagement fort dans l'éducation des jeunes à travers le jeu Miayi School

Pour son engagement en faveur de l'éducation de la jeunesse, Togocom récompense ces heureux gagnants du jeu Miayi School. La société de téléphonie mobile leur a remis des lots de kits scolaires, ce jeudi 26 septembre à Lomé.



Togocom récompense les lauréats du jeu Miayi School, ce jeudi 26 septembre à Lomé.

Au total 108 gagnants de journaliers dont une dizaine présente à la cérémonie de remise symbolique des lots, et 3 gagnants hebdomadaires, ont reçu leurs prix. Lancé le 26 août dernier, le jeu Miayi School a ainsi permis aux 10 lauréats journaliers de repartir avec des kits scolaires et aux

3 lauréats hebdomadaires de recevoir chacun des ordinateurs de nouvelle génération. Cette remise de lots est l'occasion pour Togocom de célébrer tous les abonnés qui ont participé pendant ces 03 semaines à ce jeu et surtout de témoigner sa gratitude pour leur choix

et confiance placés en lui. Les premiers responsables de la société ont également profité de cette rencontre pour rappeler le procédé permettant de participer au jeu Miayi School de Togocom. Pour ce faire, 02 canaux sont disponibles pour s'inscrire au jeu. L'inscription via USSD *8555# et l'inscription via SMS en envoyant le mot clé Togocom au 8555.

« L'achat d'un ticket ou l'inscription au jeu Miayi School de Togocom est facturé à 100F et se fait avec du crédit de communication Airtime du compte principal. Une fois inscrit au jeu, l'abonné dispose automatiquement de 100 points cumulés qui lui donne l'occasion d'être tiré au sort et de gagner des lots journaliers d'une valeur de 250 00F dont les kits scolaires. Plus il achète et cumule des points, l'abonné se positionne pour avoir la

chance d'être tiré au sort pour des lots hebdomadaires dont un ordinateur portable d'une valeur de 350 000F et un lot mensuel dont une bourse d'étude d'une valeur d'1 million de FCFA », a rappelé l'opérateur global.

En cette période post-entrée scolaire, cette opération de Togocom permet de contribuer à une belle entame de la rentrée scolaire par les élèves. Elle allège les parents des contraintes liées à la prise en charge des fournitures scolaires. « Cette cérémonie vise à récompenser les heureux gagnants de la campagne du jeu Miayi School. La période de la rentrée scolaire est une période où rien n'est facile pour les parents d'élèves. Togocom a pensé à cela pour soulager les parents en lançant cette campagne », a déclaré le chargé du Développement des Services à Valeur ajoutée de Togocom, Konne Issa. «

Je suis très contente d'avoir participé à ce jeu de Togocom et de gagner un ordinateur qui m'aidera dans mes recherches éducatives », a ajouté l'élève en classe de 1^{ère}, Abide Tchédre.

En permettant aux parents et élèves de gagner des kits scolaires, Togocom prend à cœur la satisfaction de ses abonnés. Au-delà de ses services classiques, le groupe de téléphonie mobile veut être au quotidien plus proche de ses clients en s'impliquant davantage dans leur vie. Ce faisant, Togocom montre tout son attachement à la promotion de l'éducation et la scolarité. Le jeu Miayi School de Togocom s'étendra jusqu'au 24 octobre prochain. Plusieurs lots sont à gagner notamment des kits scolaires, des ordinateurs portables et des bourses d'études d'un million de f CFA.

E. A

19^e vague des volontaires nationaux

« C'est vous qui êtes le reflet de la confiance que le chef de l'État fait aux jeunes », ministre Assih Mazamesso

Appuyant les communautés à la base en matière de santé, d'éducation et de développement communautaire..., 178 nouveaux volontaires nationaux ont dit unanimement oui "Je le jure". Par une formule bien élaborée, reprise en chœur par les volontaires, ils ont ainsi prêté serment, ce vendredi 27 septembre à Amou Oblo dans la région des Plateaux. Cette cérémonie a été présidée par la ministre du Développement à la base, de l'Inclusion financière, de la Jeunesse et de l'Emploi des jeunes, Mazamesso Assih.



La ministre Mazamesso Assih répétant avec les volontaires la formule de l'engagement

« Quelles que soient les conditions dans lesquelles vous évoluerez, parce qu'elles seront difficiles dans certains milieux, nous devons travailler de manière à vouloir donner à chaque Togolais sa dignité. Je sais que certains d'entre vous seront dans des établissements scolaires, d'autres dans les hôpitaux et d'autres encore dans l'administration. Ça ne sera pas facile. Mais les endroits où nous vous déployons sont des endroits où vous vous rendez indispensables à la construction de notre pays. C'est vous qui êtes le

fait et de patriotisme que la ministre du Développement à la base, de l'Inclusion financière, de la Jeunesse et de l'Emploi des jeunes, Mazamesso Assih a tenu devant les nouveaux volontaires nationaux de la région des Plateaux.

Jouant un rôle essentiel dans le développement à la base, l'agir des volontaires auprès des communautés doit être constamment guidé par la satisfaction des usagers des services publics. C'est donc par des illustrations simples mais concrètes que la

l'administration publique. « Si vous êtes dans un hôpital et que l'accueil que vous donnez à un patient, n'est pas bon, il va juger toute l'administration togolaise. Si vous êtes dans un établissement et votre comportement n'est pas exemplaire, il en est de même. Si vous êtes dans une administration, par exemple dans une commune ou auprès d'une mairie détachée, et que les services qui sont offerts, notamment les services d'état civil ne sont pas de qualité ou ne sont pas faits dans les délais, c'est vous alors qui vous rendez responsables des difficultés qu'on

que l'engagement qu'il a pris aujourd'hui et le pacte qu'il vient de signer avec l'État togolais de se mettre à son service, que vous puissiez réellement le respecter », a indiqué Mazamesso Assih. Pilotée par l'Agence nationale du volontariat au Togo (ANVT), cette 19^e vague des volontaires sera déployée dans les localités et recoins de la région des Plateaux pour appuyer les organisations publiques ou la société civile dans le domaine de la santé, du développement communautaire, de l'agriculture, du droit et de la justice et de l'éducation. « Dans le domaine de la santé, ils sont plus de 1500

des volontaires enseignants uniquement pour ces zones », a indiqué le directeur général de l'ANVT, Omar Agbangba.

L'objectif de l'agence est de permettre aux écoles publiques et confessionnelles de ces zones souvent défavorisées en termes d'infrastructures éducatives, de disposer d'un personnel d'appui jeune et engagé pour la cause d'une éducation de qualité au Togo. Pour le maire et député d'Amou 2, Mey Gnassingbé, c'est une joie que sa localité accueille un tel événement au mérite de l'engagement citoyen. « Le volontariat est depuis des années un



Des volontaires parmi l'assistance

va rencontrer dans la construction de la nation. C'est en cela que je voudrais que chacun de nous, malgré

volontaires nationaux à œuvrer pour une hygiène et un assainissement collectif, un meilleur accompagnement des femmes enceintes et des enfants en situation de handicap. Environ 1000 volontaires soutiennent les communautés de base à travers des formations, des renforcements de capacités, des appuis multiformes afin d'éveiller leur conscience au développement de leur milieu. Un accent particulier est accordé à l'éducation de nos communautés les plus défavorisées et qui vivent à des kilomètres de la civilisation moderne des grandes villes. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle l'ANVT a mis un accent particulier sur le renforcement du système et de la qualité de l'enseignement en milieu rural et semi-urbain, en mobilisant à partir de 2017,

outil d'accompagnement de renforcement des compétences et d'insertion professionnelle des jeunes togolais. Il est également un vecteur de cohésion sociale et de paix dans nos communautés à travers l'engagement citoyen que cela suscite auprès des jeunes partout sur toute l'étendue du territoire national », a-t-il précisé.

Au total, 943 volontaires sont mobilisés sur toute l'étendue du territoire nationale pour le compte de cette 19^e vague. Ces volontaires de la 19^e vague ont au minimum le baccalauréat. Ils seront déployés à partir de ce 01er octobre dans leurs différentes organisations. Pour cette année, la cérémonie de prestation de serment se fera dans chaque région du pays.



Plusieurs personnalités ont pris part à la cérémonie

reflet de la confiance que le chef de l'État fait aux jeunes ». C'est ce langage de vérité, de travail bien

ministre Mazamesso Assih avertit les volontaires du rôle crucial qui est le leur en tant qu'acteurs de

le fait qu'il est dit "qu'il le jure" et qu'il est pensé que c'est juste un simple mot, qu'il se dise en lui-même,